

Comité technique ministériel budgétaire 28 septembre 2017

En présence de nos trois ministres : Nicolas HULOT, Jacques MEZARD et Elisabeth BORNE.

L'intervention de Nicolas Hulot ouvre la séance :

Nous devons initier une transformation sociétale.

Nous devons entraîner les collectivités, les entreprises, les agents de la fonction publique, etc, et cela implique une évolution des politiques dont nous partageons les enjeux.

Nous devons tendre vers une meilleure qualité de vie, de santé, de solidarité, d'emploi, d'innovation. Cela veut dire qu'il va falloir faire de la pédagogie pour rassurer psychologiquement, pour définir un horizon nouveau et pour transformer une contrainte en opportunité. Et nous avons tous les outils pour faire un saut qualitatif, un saut universel.

Je vais privilégier les mesures qui vont rendre irréversible cette transformation sociétale. Ce seront d'une part des mesures structurantes de long terme, des mesures de prévisibilité et d'anticipation accompagnées d'irréversibilité. D'autre part, je souhaite imprimer des dynamiques et des trajectoires qui permettront de modifier en profondeur les modes de production par exemple.

Nous devons être complémentaires des autres ministères et nous ne devons pas sacrifier l'avenir au présent, c'est-à-dire que nous devons répondre aux souffrances des concitoyens sans pour autant mettre en gestation la souffrance de nos enfants. Allier le présent au futur est le grand défi du 21^e siècle.

Les mesures que je me propose de prendre doivent accompagner ceux qui sont le plus en difficulté. Ces mesures vont s'articuler autour de trois axes principaux :

1. Une politique ambitieuse pour l'énergie et le climat avec :
 - un Plan Climat interministériel qui vise à rendre irréversibles les Accords de Paris en impliquant tous les ministères,
 - la fin des énergies fossiles d'ici 2040,
 - l'intensification de la diplomatie climatique,

- des mesures de fiscalité verte (augmentation du malus automobile, dispositif chèque énergie, aide aux travaux de rénovation énergétique, etc.). Il faut plus taxer la pollution que la production dans le cadre du paquet de solidarité écologique,
- la création d'un fond mobilité air au sein de l'Ademe, notamment sur les problèmes de santé, au travers de plans territoriaux,
- le développement des énergies renouvelables,
- des transports durables (4,1 Md €) grâce à la mise en place des Assises de la mobilité.

Les crédits concernés seront sanctuarisés.

2. Une transition écologique solidaire, participative et innovante

C'est une formidable opportunité pour la croissance verte et l'économie circulaire. D'autres pays ont de l'avance, et c'est pour cela que nous allons nous doter d'un haut-commissaire qui sera chargé de la promotion de l'économie sociale et solidaire, et positionnera la France comme leader de la filière verte. Dans ce contexte, le Social Business Act bénéficiera d'environ 15 M €.

3. Offrir un environnement plus sain aux Français

- lutter contre la pollution atmosphérique,
- améliorer la prévention des risques naturels,
- défendre la biodiversité qui n'est pas opposée au climat,
- lutter contre l'artificialisation du sol,
- intensifier les politiques de la mer et du littoral (2 M €),
- 196 M € pour l'Agence française de la biodiversité (les agents en grève ce jour seront reçus aujourd'hui même),
- moderniser l'organisation des Agences de l'Eau pour les redevances eau ne servent qu'au secteur de l'eau et non à celui de la biodiversité,
- développer la prévention des risques avec notamment un accent sur la qualité de l'air et les perturbateurs endocriniens.

Le Gouvernement a choisi d'assumer les contraintes budgétaires avec plus de visibilité que par le passé. Par exemple, dans le secteur des énergies renouvelables, l'État a laissé une dette qui sera remboursée.

Sur les effectifs, nous sommes conscients qu'il faut redonner du sens au travail des agents, mais les effectifs vont encore baisser (-2 % -828 emplois- en 2018 et -496 emplois chez les opérateurs -l'AFB et les Parcs nationaux ne sont pas touchés).

Le chantier qui devra réformer l'action et la fonction publiques, intitulé Action publique 2022, sera lancé.

Une nouvelle version de l'Agenda social sera communiquée aux OS.

En conclusion, Nicolas Hulot insiste sur le fait qu'il ne veut pas cacher les difficultés auxquelles il est confronté, et qu'il ne veut pas faire de promesses qu'il ne pourrait pas tenir. « Je sais que je peux compter sur vous dans cet étau dans lequel nous sommes pris ».

Intervention d'Elizabeth Borne

Elizabeth Borne rappelle en introduction qu'il faut collectivement redonner du sens au travail des agents et que c'est justement là l'ambition du chantier Action publique 2022. En ce qui concerne le secteur des transports, son action sera déclinée autour de deux axes.

1. Redonner un modèle soutenable à la mobilité

- 2,2 Md € à 2,4 Md € d'investissement pour l'AFITF avec la poursuite des Plans État/Régions,
- 3 Md 364 M € pour le programme 203,
- 140 M € pour les affaires maritimes dont 6 M € dégagés pour les chantiers de modernisation (à vérifier).

2. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie des mobilités adaptée aux besoins de la population notamment grâce aux Assises de la mobilité.

Intervention de Jacques Mézard

La transformation sociétale est une nécessité et c'est pour cela que la sincérité a été voulue dans la présentation de ce budget, car toutes les mesures dans ce domaine touchent directement des hommes et des femmes et il ne faut jamais perdre le sens de l'humain. Nous sommes confrontés à des transformations sociétales, climatiques, etc, comme jamais par le passé, et elles touchent tous nos champs d'action.

Les actions que je mènerai s'articuleront autour de quatre chantiers prioritaires dont l'objectif principal est d'améliorer le cadre de vie, de construire plus, mieux et moins cher :

1. Construire avec les territoires des relations de confiance et des projets mobilisateurs avec notamment la mise en place d'une Agence nationale de la cohésion des territoires. Par ailleurs, les contrats de plan État/Régions seront simplifiés pour devenir des contrats de transition écologique.

2. Renforcer l'accès aux services de santé, d'éducation ou de culture, en parallèle avec le déploiement du très haut débit d'ici 2022.

3. Mener une politique de logement adaptée aux besoins des concitoyens en menant une réforme structurelle du dispositif d'hébergement d'urgence notamment.

4. Assurer la réussite des quartiers dans le cadre de la politique de la ville en lui portant une attention soutenue, notamment aux zones considérées comme difficiles.

Note d'ambiance :

En raison de leurs agendas chargés, les ministres ont quitté la séance après les déclarations des organisations syndicales, laissant peu de place aux échanges malgré, pour certains, une réelle posture d'écoute.

L'UNSa a noté toutefois une réelle posture d'écoute de Nicolas Hulot pendant la lecture des déclarations des OS. Il a d'ailleurs essayé de répondre aux différentes interpellations.

L'intervention de Jacques Mézard nous a paru empreinte d'une certaine sincérité.

Elizabeth Borne s'est contentée de lire une note de synthèse.

L'UNSa a lu sa déclaration.

Réponses apportées par Nicolas Hulot

Après avoir indiqué que non seulement, il devait atténuer les effets du changement climatique, mais aussi les tensions sociales, le ministre a d'abord répondu sur le point concernant le référé déposé par l'UNSa à propos du Rifseep. Il a bien pris note du fait que l'Administration n'a même pas daigné répondre aux sollicitations du Conseil d'État sur le mémoire présenté par l'UNSa. Il a presque répondu en s'excusant, imputant cette absence de réponse au manque d'effectif. Sur cette thématique, il ne serait pas opposé à un ajustement des missions et un nouveau regard sur le mode de fonctionnement.

Il a ensuite expliqué avoir pensé qu'il valait mieux d'abord, donner oralement la primeur du contenu des feuilles de route aux OS, plutôt que de simplement nous les envoyer comme cela a été fait au ministère de l'intérieur par exemple.

- Agences de l'Eau : vos demandes sont à l'étude, mais elles nécessitent un travail interministériel de taille qui va prendre du temps.
- ONF : nous sommes au courant du problème et nous suivons attentivement ce dossier en lien avec le ministère de l'agriculture qui assure la tutelle principale.
- AFB : des réunions sont prévues pour aborder des cas spécifiques de chacun des établissements.
- IGN : des réunions sont prévues ; suppression de 15 postes.
- Cerema : des réunions sont prévues ; belle réactivité dans le cadre des dégâts occasionnés par Irma.
- Meteo France : des réunions sont prévues.
- Rifseep : une dérogation a été sollicitée auprès du ministre des comptes publics pour les corps de la filière technique.
- Logement des agents : nous disposons d'un quota de logements réservés à nos ministères.
- Ademe : 613 M € de subvention en 2018. Création d'un nouveau fond Air et mobilité. Suppression de 14 ETP.